



Le coup d'État de la CIA contre « l'allié le plus loyal », un avertissement de l'histoire en 2020

Par [John Pilger](#)

Mondialisation.ca, 05 juin 2020

johnpilger.com 2 juin 2020

Région : [Océanie](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#), [Services de renseignements](#)

La Haute Cour australienne a décidé que la correspondance entre la Reine et le Gouverneur général d'Australie, son vice-roi dans l'ancienne colonie britannique, n'est plus « personnelle » et n'est plus la propriété du Palais de Buckingham. Pourquoi cette décision est-elle importante?

Les lettres secrètes écrites en 1975 par la reine et son homme à Canberra, Sir John Kerr, peuvent maintenant être divulguées par les Archives nationales – si l'establishment australien le permet. Le 11 novembre 1975, Kerr a infâmemment limogé le gouvernement réformateur du premier ministre Gough Whitlam, et a livré l'Australie aux États-Unis.

Aujourd'hui, l'Australie est un État vassal sans pareil : sa politique, ses services de renseignements, son armée et une grande partie de ses médias sont intégrés dans la « sphère de domination » et les plans de guerre de Washington. Dans les provocations actuelles de Donald Trump contre la Chine, les bases étasuniennes en Australie sont décrites comme le « fer de lance ».

La société polie australienne est historiquement amnésique face aux événements catastrophiques de 1975. Un coup d'État anglo-américain a renversé un allié démocratiquement élu dans un scandale dégradant dans lequel des pans de l'élite australienne étaient de connivence. Ce fait est largement passé sous silence. L'endurance et la réussite de l'historienne australienne Jenny Hocking pour forcer la décision de la Haute Cour sont exceptionnelles.

Gough Whitlam a été chassé du gouvernement le jour du Souvenir, en 1975. Lorsqu'il est mort il y a six ans, ses réalisations ont été reconnues, même si ses erreurs ont été notées à contrecœur dans une fausse tristesse. On espérait que la vérité sur le coup d'État contre lui serait enterrée avec lui.

Pendant les années du Whitlam, 1972-75, l'Australie a brièvement obtenu son indépendance et est devenue intolérablement progressiste. Politiquement, ce fut une période étonnante. Un commentateur étasunien a écrit qu'aucun pays n'avait « inversé aussi totalement sa position dans les affaires internationales sans passer par une révolution intérieure ».

Les dernières troupes australiennes ont reçu l'ordre de rentrer chez elles, de leur service de mercenaires à l'assaut étasunien sur le Vietnam. Les ministres de Whitlam ont publiquement condamné les barbaries étasuniennes comme « tueries de masse » et les crimes de « maniaques ». L'administration Nixon était corrompue, a déclaré le vice-premier

ministre, Jim Cairns, et a appelé au boycott du commerce étasunien. En réponse, les tueries de masse australiens les débardeurs ont refusé de décharger les navires étasuniens.

Whitlam a poussé l'Australie vers le mouvement des non-alignés et a appelé à une zone de paix dans l'océan Indien, ce à quoi les Etats-Unis et la Grande-Bretagne se sont opposés. Il exigea que la France cesse ses essais nucléaires dans le Pacifique. A l'ONU, l'Australie s'est faite le porte-parole des Palestiniens. Les réfugiés qui fuyaient le coup d'État de la CIA au Chili ont été accueillis en Australie : une ironie que Whitlam a savourée par la suite.

Bien qu'il ne soit pas considéré comme étant à gauche du parti travailliste, Gough Whitlam était un social-démocrate non-conformiste, fier et intègre. Il pensait qu'une puissance étrangère ne devait pas contrôler les ressources de son pays et dicter sa politique économique et étrangère. Il proposait de « racheter la ferme ».

En rédigeant la première législation sur les droits fonciers des Aborigènes et en soutenant les grévistes aborigènes, son gouvernement a évoqué le fantôme du plus grand accaparement de terres de l'histoire de l'humanité, la colonisation de l'Australie par la Grande-Bretagne, et la question de savoir à qui appartenaient les vastes richesses naturelles de l'île-continent.

Chez lui, l'égalité des salaires pour les femmes, l'enseignement supérieur gratuit et universel et le soutien aux arts sont devenus des lois. Il y avait un sentiment de réelle urgence, comme si le temps politique était déjà compté.

Les Latino-Américains reconnaîtront l'audace et le danger d'une telle « libération » dans un pays dont l'*establishment* était soudé à une grande puissance extérieure. Les Australiens ont servi toutes les aventures impériales britanniques depuis que la rébellion des Boxers a été écrasée en Chine. Dans les années 1960, l'Australie a plaidé pour se joindre aux États-Unis dans leur invasion du Vietnam, puis a fourni des « équipes noires » à la CIA.

Les ennemis de Whitlam se sont rassemblés. Les câbles diplomatiques étasuniens publiés en 2013 par WikiLeaks révèlent les noms de personnalités des deux principaux partis, dont un futur premier ministre et un ministre des affaires étrangères, comme informateurs de Washington pendant les années Whitlam.

Gough Whitlam connaissait le risque qu'il prenait. Le lendemain de son élection, il a ordonné que son personnel ne soit plus « contrôlé ou harcelé » par l'organisation de sécurité australienne, l'ASIO, qui était alors, comme maintenant, liée aux services de renseignement anglo-américains. Un officier de la CIA à Saïgon a écrit : « On nous a dit que les Australiens pourraient tout aussi bien être considérés comme des collaborateurs du Vietnam du Nord ».

L'alarme à Washington est montée en flèche lorsque, aux premières heures du 16 mars 1973, le procureur général de Whitlam, Lionel Murphy, a dirigé une équipe de la police fédérale lors d'un raid sur les bureaux de l'ASIO à Melbourne. Depuis sa création en 1949, l'ASIO était devenue aussi puissante en Australie que la CIA à Washington. Une fuite sur le vice-premier ministre Jim Cairns le décrivait comme un personnage dangereux qui allait entraîner « la destruction du système démocratique de gouvernement ».

Le véritable pouvoir de l'ASIO découle du traité UKUSA, avec son pacte secret de loyauté envers les organisations de renseignement étrangères - notamment la CIA et le MI6. Cela a été démontré de façon spectaculaire lorsque le (désormais défunt) National Times a publié

des extraits de dizaines de milliers de documents classifiés sous le titre « Comment l'ASIO a trahi l'Australie envers les États-Uniens ».

L'Australie abrite certaines des bases d'espionnage les plus importantes au monde. Whitlam a exigé de connaître le rôle de la CIA et de savoir si et pourquoi la CIA gérait la « facilité commune » à Pine Gap, près d'Alice Springs. Comme l'ont révélé des documents divulgués par Edward Snowden en 2013, Pine Gap permet aux États-Unis d'espionner tout le monde.

« Essayez de nous baiser ou de nous faire rebondir », a prévenu M. Whitlam à l'ambassadeur étasunien, Walter Rice, « et Pine Gap deviendra un sujet de discorde ».

Victor Marchetti, l'officier de la CIA qui avait aidé à mettre en place Pine Gap, m'a dit plus tard : « Cette menace de fermer Pine Gap a provoqué l'apoplexie à la Maison Blanche... une sorte de [coup] du Chili a été mis en mouvement. »

Les messages top-secrets de Pine Gap ont été décodés par un entrepreneur de la CIA, TRW. Un des décodeurs était Christopher Boyce, un jeune homme troublé par « la tromperie et la trahison d'un allié » dont il a été témoin. Boyce a révélé que la CIA avait infiltré l'élite politique et syndicale australienne et espionnait les appels téléphoniques et les messages télex.

Dans une entrevue avec l'auteur et journaliste d'investigation australien William Pinwell, Boyce a révélé un nom particulièrement important. La CIA a désigné le gouverneur général de l'Australie, Sir John Kerr, comme « notre homme Kerr ».

Kerr n'était pas seulement l'homme de la Reine et un monarchiste passionné, il avait des liens de longue date avec les services de renseignement anglo-américains. Il était un membre enthousiaste de l'Association australienne pour la liberté culturelle, décrite par Jonathan Kwitny du Wall Street Journal dans son livre « The Crimes of Patriots », comme « un groupe d'élite, sur invitation seulement... exposé au Congrès comme étant fondé, financé et généralement dirigé par la CIA ».

Kerr a également été financé par l'Asia Foundation, exposée au Congrès comme étant un canal d'influence et d'argent pour la CIA. La CIA, écrit Kwitny, « a payé les voyages de Kerr, a établi son prestige, a même payé ses écrits ... Kerr a continué à aller à la CIA pour de l'argent ».

Lorsque Whitlam a été réélu pour un second mandat en 1974, la Maison Blanche a envoyé Marshall Green à Canberra en tant qu'ambassadeur. Green était une figure impérieuse et sinistre qui travaillait dans l'ombre de « l'état profond » des États-Unis. Connu sous le nom de « *coupmaster* » [coup de maître], il avait joué un rôle central dans le coup d'État de 1965 contre le président Sukarno en Indonésie – qui a coûté la vie à un million de personnes.

L'un des premiers discours de M. Green en Australie a été prononcé devant l'Australian Institute of Directors, décrit par un membre alarmé de l'auditoire comme « une incitation aux dirigeants d'entreprises du pays à se soulever contre le gouvernement ».

Les États-Uniens ont travaillé en étroite collaboration avec les Britanniques. En 1975, Whitlam a découvert que le MI6 opérait contre son gouvernement. « Les Britanniques décodaient en fait des messages secrets qui arrivaient dans mon bureau des affaires étrangères », a-t-il déclaré plus tard. Un de ses ministres, Clyde Cameron, m'a dit : « Nous savions que le MI6

mettait sur écoute les réunions du Cabinet pour les États-Uniens. »

Des officiers supérieurs de la CIA ont révélé plus tard que le « problème Whitlam » avait été discuté « avec urgence » par le directeur de la CIA, William Colby, et le chef du MI6, Sir Maurice Oldfield. Un directeur adjoint de la CIA a déclaré : « Kerr a fait ce qu'on lui a dit de faire. »

Le 10 novembre 1975, Whitlam a reçu un message télex top secret adressé à Theodore Shackley, le célèbre chef de la division Asie de l'Est de la CIA, qui avait aidé à organiser le coup d'État contre Salvador Allende au Chili deux ans plus tôt. Le message de Shackley a été lu à Whitlam. Il disait que le Premier ministre australien représentait un risque pour la sécurité de son propre pays. Brian Toohey, rédacteur en chef du National Times, a révélé qu'il représentait l'autorité de Henry Kissinger, destructeur du Chili et du Cambodge.

Ayant destitué les chefs des deux agences de renseignement australiennes, ASIO et ASIS, Whitlam s'en prenait maintenant à la CIA. Il a demandé une liste de tous les agents « déclarés » de la CIA en Australie.

La veille de l'arrivée du Shackley câblé, le 10 novembre 1975, Sir John Kerr se rendit au siège de la Direction des signaux de défense de la NSA australienne, où il fut secrètement informé de la « crise de sécurité ». C'est au cours de ce week-end, selon une source de la CIA, que les « demandes » de la CIA ont été transmises à Kerr via les Britanniques.

Le 11 novembre 1975 – le jour où Whitlam devait informer le Parlement de la présence secrète de la CIA en Australie – il a été convoqué par Kerr. Invoquant les archaïques « pouvoirs de réserve » vice-royaux que le monarque britannique lui avait confiés, Kerr limogea le premier ministre démocratiquement élu.

Le « problème Whitlam » a été résolu. La politique australienne n'a jamais retrouvé, ni la nation ni sa véritable indépendance.

La destruction du gouvernement de Salvador Allende au Chili quatre ans plus tôt, et des dizaines d'autres gouvernements qui ont remis en question le droit divin de la puissance et de la violence étasunienne depuis 1945, a été reproduite chez le plus loyal des alliés américains, souvent décrit comme « le pays chanceux ». Seule la forme de l'écrasement de la démocratie en Australie en 1975 différait, ainsi que sa dissimulation durable.

Imaginez un Whitlam aujourd'hui qui résiste à Trump et Pompeo. Imaginez le même courage et la même défiance de principe. C'est arrivé.

John Pilger

Article original en anglais :



[The CIA Coup Against 'The Most Loyal Ally' Is History's Warning in 2020](#)

Traduit par Maya pour [Mondialisation](#)

Note aux lecteurs : veuillez cliquer sur les boutons de partage ci-dessus ou ci-dessous. Faites suivre cet article à vos listes de diffusion. Publiez cet article sur votre site de blog, vos forums Internet, etc.

Abrégé de « *The Coup* », dans le livre de John Pilger, *A Secret Country*, Vintage Books, Londres. Voir aussi le film de Pilger, *Other People's Wars* - <http://johnpilger.com/videos/the-last-dream-other-peoples-wars>

L'image en vedette est celle de l'auteur

La source originale de cet article est johnpilger.com
Copyright © [John Pilger](http://johnpilger.com), johnpilger.com, 2020

Articles Par : [John Pilger](http://johnpilger.com)

A propos :

John Pilger is an award-winning journalist and filmmaker whose articles and documentaries have been published worldwide. For more information on John Pilger, visit his website at www.johnpilger.com

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca